

OUM-EL-BOUAGHI

Aïn-Diss, une commune qui connaît une mutation qualitative

Aïn-Diss, cette commune qui abrite près de 3 000 habitants répartis sur 9 mechtas, est l'une des 29 communes que compte la wilaya d'Oum-El-Bouaghi.

Située à 30 km au nord-ouest du chef-lieu de wilaya, cette commune connaît ces dernières années un essor qualitatif à tous points de vue. Pour réaliser notre reportage, nous nous sommes déplacés sur les lieux. La route menant vers le chef-lieu de la commune est sinueuse et peu praticable ; à l'entrée de la localité, un petit village, l'air bien entretenu, avec une artère bordée d'arbrisseaux.

Quelques mètres plus loin, on trouve le siège de l'APC, une bâtisse à deux niveaux où nous fûmes reçus par M. Metalaoui K., maire de Aïn-Diss, et un de ses collaborateurs, Boussaâdi D. Les locaux du siège sont nouvellement retapés avec une boiserie haut de gamme, les préposés aux guichets sont d'une tenue correcte, le rez-de-chaussée est réservé à l'état civil, tandis que l'étage supérieur abrite les bureaux du P/APC et ses collaborateurs ainsi que d'autres services. Avec le premier responsable et son collaborateur nous abordons la situation de la vie citoyenne de la commune par secteur. Celui de l'éducation occupe une place prépondérante avec trois écoles et un collège dont l'occupation des classes est relative. Nous avons même visité une école qui n'a rien à envier à

celles des centres urbains, dotée d'une cantine, une aire de jeux «matico»...

Pour le transport, la commune assure le ramassage à travers ses 9 mechtas éparses ; pour le lycée, un bus est mis à leur disposition des élèves pour la navette Aïn-Diss - Oum-El-Bouaghi en attendant la commune est programmée pour recevoir un autre bus.

Construction rurale : dans le cadre du programme d'aide aux fellahs, la commune a bénéficié d'un quota de 230 maisons. Secteur agricole : 64 agriculteurs ont bénéficié de ces mesures et entreront prochainement en possession d'aides constituées de vaches laitières et de moutons. Nous apprenons par ailleurs que ces fellahs recevront une formation dans le domaine de leur activité.

Secteur de la santé : la commune dispose d'un centre de soins qui s'avère insuffisant en plus d'un praticien privé ; toutefois, les services de la commune opèrent des transferts par ambulance à chaque fois que la nécessité se fait sentir.

Logements sociaux : la commune a inscrit en 2007 40 logements en R+1 et 30 logements en 2009, mais ces programmes ne sont toujours pas

lancés. Sur le plan sécuritaire, la commune sera dotée dans les tout prochains jours d'une brigade de Gendarmerie nationale.

Sport et loisirs : la commune de Aïn Diss possède une équipe de football, mais inactive faute d'infrastructures. Un stade en voie de construction, réalisé à 70%, viendra combler ce vide dont souffrent les jeunes de la commune. Il y a aussi une salle de lecture faisant office de bibliothèque dont les travaux sont à 60%. Sur le plan social, malgré les moyens limités dont dispose la commune, pas moins de 140 jeunes sont employés entre filet social et contrats. Lors d'une tournée en compagnie de M. Metalaoui, nous avons visité le parc communal qui a été ciblé et mis à feu par la horde terroriste par le passé. Les élus ont renouvelé la flotte avec l'acquisition de matériel neuf notamment un engin de grands travaux. Nous avons voulu connaître la version des citoyens. Un groupe de villageois a bien voulu nous répondre. Ces gens représentent les différentes mechtas. Si la majorité converge pour reconnaître les efforts consentis par les élus pour rendre la vie facile aux citoyens, il n'en est pas de même pour certains qui déplorent certaines insuffisances qui demeurent le quotidien de ces habitants.

L'électrification reste le point commun des mechtas non reliées

au réseau électrique, il y a aussi le problème de l'eau potable qui est rationnée, la distribution du gaz butane, le transport, l'isolement... qui font partie du lot des inquiétudes de ces habitants venus en force pour s'exprimer à travers notre journal. En réponse à toute ces inquiétudes, M. Metalaoui rétorquera que «l'électrification rurale restera la priorité des élus qui procéderont à sa réalisation par mechta. Pour ce qui est de l'eau, ce problème est tributaire d'une réserve technique et connaîtra prochainement une solution définitive et les citoyens seront servis régulièrement».

Pour le gaz butane, les services de la commune procèdent à la distribution (du porte-à-porte) en période hivernale. De notre part, nous considérons que la commune de Aïn-Diss n'est pas favorisée par la nature (éloignement, région montagneuse...). Mais avec une ferme volonté de relever le défi et de se hisser au rang de communes dites développées, Aïn-Diss y arrivera. Les pouvoirs publics l'ont dotée de moyens à même de réaliser cet objectif qui reste un rêve caressé par les Aïn Diss. Il n'y a qu'à voir les programmes de la commune qui sont de l'ordre de 10 projets pour une enveloppe globale de 11 milliards cts. Beaucoup d'efforts sont attendus de ces élus.

Moussa Chtatha

JOURNÉE TECHNIQUE À ORAN

Pour une meilleure prise en charge des infrastructures parapétrolières

Une journée technique ayant pour thème «La maintenance des équipements parapétroliers portuaires» a été organisée, hier, au Sheraton d'Oran, par le Groupement de l'Ouest de maintenance industrielle (Gomi). Selon les organisateurs, cette rencontre a permis de donner l'opportunité aux participants d'exposer et de discuter les différentes nouvelles techniques de maintenance et de fabrication des outils de production liés au domaine pétrolier, acquises et développées par Gomi.

Selon M. Habib Ghaffor, directeur général de Gomi, sa société est la seule en Algérie à œuvrer dans le domaine de la maintenance des équipements parapétroliers, notamment des bras de chargement. Selon lui, l'amélioration de la qualité des services offerts par sa firme n'a cessé de faire l'objet d'une intention particulière depuis la création du groupement en 1993. Dès lors, a eu lieu la mise en œuvre d'une stratégie basée sur le transfert du savoir-faire au personnel, et l'acquisition de nouvelles technologies a été prônée. Actuellement, selon notre interlocuteur, dans l'ensemble des structures portuaires algériennes, il existe près de 60 bras de chargement, utilisés dans l'embarquement des produits pétroliers lourds, raffinés ou gazeux dans les navires destinés à

l'exportation. L'apport économique de ce type de société est très important, selon M. Habib, la maintenance des bras de chargement installés au port pétrolier d'Arzew coûte 60 millions d'euros (entre fourniture et main-d'œuvre). Dès lors on peut avoir une idée sur l'apport des sociétés locales à l'économie nationale, avec la rationalisation des dépenses en devises, souligne le même interlocuteur. Pour être à jour des nouvelles technologies et avoir la possibilité d'«arracher» le savoir-faire

et faire face à la concurrence étrangère lors de la postulation aux projets de sous-traitance proposées par la Sonatrach, M. Habib dira que sa société a investi pas moins 150 millions de dinars. Au cours de la même journée, plusieurs interventions ont été présentées par les conférenciers invités à cette manifestation, notamment le représentant exclusif de la société française FMC, de fabrication et de confection de bras de chargement.

B. A.

USTO

Vers une grève des facultés d'architecture et de génie civil

Les enseignants des facultés d'architecture et de génie civil de l'université Mohamed-Boudiaf, ex-USTO, ont décidé, à l'initiative de leur syndicat — le Cnes — d'entrer en grève à compter du 30 mai.

C'est ce qui a été décidé lors d'une assemblée générale, avons-nous appris auprès des représentants syndicaux des enseignants. Les raisons de ce mouvement de protestation, qui interviendra en pleine période des examens de fin d'année, est motivé par la demande du

départ du doyen desdites facultés. En effet, ce dernier est accusé d'agir en violation du respect des normes pédagogiques, et de se livrer à des dépassements à l'encontre des enseignants. Par ailleurs, la faculté d'architecture a été le théâtre d'un scandale révélé par le syndicat, justement, concernant les résultats d'un concours de magister où parmi les lauréats figuraient des proches du doyen.

Résultat : le rectorat a été contraint de les annuler pour

vice de forme. Parmi les autres insatisfactions des enseignants, le refus de l'administration de travailler avec le partenaire social, à savoir la section Cnes de l'USTO qui, pourtant, a obtenu gain de cause auprès de la justice quant à sa légitimité, nous disent-ils.

Ce mouvement, circonscrit à deux facultés, risque malgré tout de bloquer le bouclage de l'année pour des centaines d'étudiants qui ne manqueront pas de réagir.

Fayçal M.

SIDI-BEL-ABBÈS

10 affaires pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle

Tout autant que l'immigration clandestine et le séjour illégal des étrangers à Sidi-Bel-Abbès qui prennent de l'ampleur, celui du crime d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle sévit toujours malgré les frappes des services de la police. Au cours du mois d'avril dernier, la section de lutte de la police de Sidi-Bel-Abbès contre les délits d'atteinte au droit de la propriété intellectuelle a enregistré 10 affaires et saisi 1 063 CD gravés et interpellé 10 personnes qui font actuellement l'objet de poursuites judiciaires. Des rondes de contrôle sont menées intempestivement pour traquer les fraudeurs et endiguer le phénomène afin de protéger les droits des auteurs.

Un garde communal sérieusement blessé

D'après des sources crédibles, on a appris qu'un garde communal du détachement de Merine (Sidi-Bel-Abbès) a été sérieusement blessé alors qu'il était en service dans la journée de lundi dernier. Selon nos sources, la victime se trouvait en compagnie de ses collègues et dans un concours malheureux de circonstances, celle-ci se serait blessée à l'abdomen pour avoir négligé les mesures de sécurité qui s'imposent dans le port et la manipulation d'une arme à feu. Admise à l'hôpital de Telagh, la victime a été opérée et ses jours ne seraient plus en danger. Une enquête a été ouverte.

Un octogénaire se donne la mort par pendaison

Dans la matinée de mardi dernier, un fellah, 80 ans, a été retrouvé pendu dans un champ dans les environs de la localité de Benbadis (Sidi-Bel-Abbès). Selon les premières indices tout porte à croire qu'il s'agirait d'un suicide. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cette mort.

13 personnes devant le procureur pour immigration clandestine

Malgré une lutte sans répit des différents corps de sécurité, l'immigration clandestine est un phénomène de plus en plus important en Algérie.

Si la wilaya de Sidi-Bel-Abbès n'est quelques fois qu'une ville de transit, elle est par contre souvent le lieu de prédilection de nombreux clandestins, notamment ceux venus du Maroc dont la frontière n'est qu'à une centaine de kilomètres de la capitale de la Mekerra.

L'immigration clandestine est de plus en plus remarquée ces dernières années vu l'essor de la région de Sidi-Bel-Abbès qui sur le plan de la construction ne cesse de se développer. Ces clandestins sont souvent des pros en ouvrages de plâtre, peinture, pose de carrelage, dalles de sol, faïence... Ils sont le plus souvent à l'abri des regards dans les chantiers privés. Aussi, la police fait des descentes intempestives dans les chantiers et autres à leur recherche.

Au cours de la semaine dernière, la cellule de communication a indiqué que 13 étrangers, dont la plupart sont des Marocains, ont été arrêtés et présentés devant procureur de Sidi-Bel-Abbès pour immigration clandestine et séjour illégal.

A. M.